



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE (ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE)

Rapport du conseil d'administration

**Mardi 8 juin 2010, à 10 heures
au siège de la Société
155 boulevard Haussmann, à Paris (8ème)**

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale conformément à la loi et aux dispositions de nos statuts, à l'effet notamment de vous demander de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Les convocations à la présente assemblée ont été régulièrement effectuées.

Les documents prévus par la réglementation en vigueur vous ont été adressés ou ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Ces documents ont été transmis au Comité d'Entreprise.

Le présent rapport a notamment pour objet de vous présenter la situation de notre Société et celle de notre Groupe.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009 ont été établis suivant les mêmes modes de présentation et les mêmes méthodes d'évaluation que l'exercice précédent.

Par ailleurs, nous vous rappelons que postérieurement à la clôture de l'exercice 2009, les titres de la Société ont fait l'objet d'un transfert de marché de cotation. En effet, depuis le 19 mars 2010, les titres Cerep ont été radiés des négociations sur Euronext Paris et admis concomitamment aux négociations sur Alternext.

Présentation de l'activité de la Société et du Groupe

Cerep est un partenaire stratégique de l'industrie pharmaceutique dans le domaine de la découverte de médicaments ("drug discovery").

La Société a développé et intégré un ensemble de technologies et de savoir-faire qui permet à ses clients de mettre en œuvre une nouvelle stratégie de drug discovery. Son approche rationnelle apporte des solutions pour réduire le temps et le coût de développement des médicaments en décelant très tôt les candidats-médicaments les plus prometteurs tout en éliminant très précocement les molécules qui pourraient échouer en développement.

Cerep a en effet développé une plate-forme technologique pour déterminer très rapidement et à faible coût les propriétés pharmacologiques, le métabolisme et la toxicité potentielle des candidats-médicaments. Ces molécules sont ainsi testées *in vitro* dans un ensemble de modèles (ou tests) moléculaires et cellulaires mis au point et validés par Cerep. Les résultats de ce profilage *in vitro* fournissent autant d'indicateurs des effets des composés chez l'homme. Ils sont interprétés à l'aide de BioPrint®, un outil informatique propriétaire développé par les informaticiens et les pharmacologues de Cerep autour d'une base de données générée par la Société et incluant les résultats *in vitro* de près de 2 500 médicaments actuellement sur le marché, ayant échoué pendant les phases de développement cliniques, ou ayant été retirés du marché. Cette approche permet aux clients de Cerep de limiter le nombre de produits à synthétiser et à tester dans les phases de recherche, d'orienter les candidats-médicaments lors des essais cliniques et d'identifier de nouvelles indications pour des médicaments existants, et/ou ayant échoué dans leur indication originale ou encore en cours de développement.

La plate-forme technologique de Cerep

La plate-forme technologique de Cerep comprend :

- . le criblage à haut débit pour tester rapidement des chimiothèques de grande taille ;
- . le profil à haut débit pour déterminer *in vitro* les effets pharmacologiques (spécificité des molécules) et pharmaceutiques (biodisponibilité et toxicité des molécules) ;
- . BioPrint®, une base de données relationnelle qui permet de prédire les propriétés cliniques d'une molécule à partir de ses descripteurs moléculaires et de ses effets *in vitro* ;
- . Data Online, une interface web sécurisée pour la transmission et l'analyse des données issues des tests de profilage et de criblage.

Les modèles *in vitro*

Une molécule chimique exerce son effet biologique, que ce soit un effet thérapeutique ou un effet toxique, en agissant sur une protéine, appelée la cible moléculaire. Le nombre total de protéines, ou cibles potentielles, chez l'homme, est estimé à environ 10 000. Les progrès récents en biologie moléculaire ont permis d'identifier nombre de ces cibles mais le mécanisme d'action de la plupart d'entre elles reste inconnu. Seules quelques centaines de ces cibles sont connues pour être impliquées dans les effets thérapeutiques et secondaires des médicaments. La connaissance exhaustive de ces cibles et leur relation avec les effets cliniques observés chez l'homme permettrait le développement de médicaments efficaces et dénués d'effets secondaires ou toxiques.

Cerep a, dans ce domaine, le savoir-faire le plus étendu au monde, avec un catalogue de plus de 1 100 modèles *in vitro* permettant de déterminer l'effet des molécules sur plusieurs centaines de cibles, incluant les cibles déjà connues et d'autres de découverte plus récente et encore mal caractérisées.

Les modèles sont fiables et robustes. Ils sont réalisés dans des volumes de quelques microlitres pour une optimisation des coûts et une faible consommation des matières premières.

L'équipe de recherche et développement de Cerep est spécialisée dans la mise au point de nouveaux modèles *in*

in vitro et l'adaptation de nouvelles technologies dans ces modèles. Ainsi, plus de 120 nouvelles cibles ont été ajoutées au catalogue de Cerep en 2009.

Le criblage à haut débit

Un programme de recherche de nouveaux médicaments débute en général par le test de plusieurs centaines de milliers de composés sur la cible d'intérêt. Cette étape est appelée criblage à haut débit. Elle doit être réalisée rapidement, à faible coût et doit permettre l'identification fiable de composés actifs. Cerep a développé un savoir-faire reconnu dans ce domaine, mettant en jeu un processus optimisé basé sur l'utilisation de matériels robotiques sophistiqués et, pour certains, conçus par la Société.

Cerep est capable de cribler plusieurs dizaines de milliers de composés par jour sur une cible déterminée.

Le profilage à haut débit

À l'issue de l'étape de criblage à haut débit, les composés actifs sont sélectionnés. Leurs structures chimiques servent de base aux chimistes pour la conception de nouveaux composés qui seront à leur tour criblés sur la cible d'intérêt. À ce stade, il est important aussi de s'assurer que ces composés ne produiront pas d'effets secondaires ou toxiques, de s'assurer qu'ils atteindront l'organe visé une fois administrés chez l'homme et que leur métabolisme hépatique sera compatible avec leur utilisation. À cette fin, les composés doivent être testés dans un ensemble de modèles *in vitro* prédictifs. Cette étape, appelée profilage, est réalisée en général sur un ensemble de 20 à 100 cibles en parallèle.

Le nombre de composés actifs issus de l'étape de criblage à haut débit peut être important. Il convient donc de pouvoir profiler de nombreux composés en parallèle : c'est l'objet du profilage à haut débit.

S'il est relativement commun, dans les laboratoires pharmaceutiques, de pratiquer le criblage à haut-débit (de nombreux composés sur une seule cible), le profilage, spécialement le profilage à haut-débit (de nombreux composés sur un ensemble de cibles), nécessite une expertise particulière, tant au niveau des procédures de chaque modèle (homogénéité optimale des conditions expérimentales) qu'au niveau de la gestion des flux de matières pour réduire la consommation, réduire le temps de cycle et maximiser la fiabilité des résultats. Cerep possède dans ce domaine un savoir-faire unique qui lui confère la place de leader mondial.

Cerep a développé une offre unique de modèles pharmacologiques destinés à comprendre et anticiper les effets des médicaments. Ceux-ci sont proposés généralement depuis les laboratoires de Cerep SA situés dans la région de Poitiers.

Cerep a aussi développé une offre de plus d'une centaine de modèles *in vitro* prédictifs de la distribution, du métabolisme et de la toxicité des médicaments (ADME). Ceux-ci sont proposés depuis le laboratoire de Cerep Inc., situé dans la région de Seattle, sur la côte ouest américaine.

BioPrint®

BioPrint® est formé d'une base de données et d'outils informatiques pour visualiser et analyser les données.

La base de données contient des informations sur près de 2 500 médicaments actuellement sur le marché, ayant échoué pendant les phases de développement clinique, ou ayant été retirés du marché. Les informations sont d'une part les descripteurs des composés, et d'autre part leurs effets cliniques (effets thérapeutiques et effets secondaires) observés chez l'homme.

Les descripteurs stockés dans la base de données BioPrint® sont d'une part les paramètres physico-chimiques (structure chimique, descripteurs pharmacophoriques 3D, etc.) et les effets *in vitro*, mesurés dans un ensemble de plus de 200 cibles. Il est important de noter que ces effets *in vitro* ont tous été générés par Cerep dans des conditions homogènes qui rendent la comparaison des résultats entre eux fiable.

Une analyse statistique permet d'associer la description (physico-chimique et propriétés *in vitro*) des médicaments à leurs effets cliniques. On peut ainsi obtenir une "signature" d'un effet clinique indésirable. À ce jour, de telles signatures ont été déterminées par Cerep pour près de 200 effets secondaires.

L'approche BioPrint® permet ainsi, par comparaison avec les médicaments contenus dans la base de données, de déterminer la probabilité de survenance d'un effet secondaire pour un nouveau composé avant que celui-ci ait été testé chez l'homme.

Il devient alors possible d'utiliser cet outil comme aide à la décision pour sélectionner les candidats au développement clinique.

Data OnLine

Cerep génère tous les ans plusieurs millions de données pour plus de 460 clients. Au cours des années, Cerep a développé de nombreuses applications informatiques pour gérer les demandes et les tests des composés de ses clients. Cerep a aussi développé une application informatique sécurisée pour permettre aux clients qui le souhaitent d'accéder électroniquement en temps réel aux résultats disponibles. Ainsi, tous les jours, une fois les résultats des tests validés, ceux-ci sont transférés dans une base de données dédiée à chaque client. Celui-ci pourra accéder aux données de ses composés récemment testés et les comparer aux résultats déjà obtenus pour les mêmes composés ou pour d'autres composés qu'il aurait soumis antérieurement à Cerep.

L'offre de services

Cerep propose l'accès à sa plateforme technologique sous forme de services.

L'offre de Cerep inclut :

- . le développement de nouveaux modèles, qui pourront être utilisés par Cerep pour tester les produits de ses clients ou qui pourront être transférés par Cerep à son client pour une utilisation par ses propres laboratoires,
- . le criblage à haut débit des composés ; ceux-ci – parfois plusieurs centaines de milliers – sont transférés à Cerep par son client. Cerep réalise le criblage et transmet les résultats au client ou les rend disponibles via Data OnLine.
- . le profilage à haut débit : le client choisit un ensemble de modèles dans le catalogue de Cerep ("à la carte") ou sélectionne un profil prédéfini par Cerep ("menu"). Il envoie ensuite à Cerep ses molécules à tester. Les résultats générés par Cerep sont transférés au client et/ou rendus disponibles via Data OnLine.
- . l'interprétation des résultats *in vitro* et l'anticipation de leurs effets cliniques à l'aide de BioPrint®. A la demande du client, Cerep réalise une analyse des résultats basée sur l'expertise des pharmacologues de la Société qui s'appuie pour cela sur l'exploitation de la base de données BioPrint®.

S'ajoutent aux revenus des activités de services, des revenus provenant des droits de souscription à la base de données BioPrint® ou à des sous-ensembles de BioPrint®.

Le groupe Cerep a pour clients ou pour partenaires stratégiques des sociétés pharmaceutiques, biopharmaceutiques ou biotechnologiques pour l'essentiel, mais aussi des sociétés des secteurs cosmétique, agrochimique ou chimique et compte à la fin de l'exercice 2009 plus de 460 partenaires commerciaux incluant la plupart des plus grands groupes pharmaceutiques. Cerep réalise directement ses prestations de recherche et ne fait pas appel à la sous-traitance.

Les activités abandonnées

Dans un contexte économique difficile, le Groupe a pris la décision, fin 2006, de consacrer l'ensemble de ses ressources au développement d'activités rentables et parallèlement de mettre un terme à toutes dépenses associées à son programme oncologie.

Dans le cadre de l'arbitrage de ses programmes de recherche, Sanofi-Aventis a décidé, au cours du premier semestre 2009, l'arrêt du programme sur l'antagoniste du récepteur NPY1 co-découvert avec Cerep.

En janvier 2009, Cerep a annoncé la conclusion d'un accord de licence avec les laboratoires Théa pour le développement d'un antagoniste du récepteur LFA-1, co-découvert par Cerep et Bristol-Myers Squibb. Après plusieurs trimestres de recherche et d'essais, Théa a déterminé que le produit licencié ne présentait pas les qualités requises pour un développement dans le domaine de l'ophtalmologie et a donc décidé de l'arrêt du programme. La fin de l'accord de licence a entraîné le versement à Cerep d'une somme forfaitaire convenue entre les parties.

Bilan de l'exercice 2009 : difficultés rencontrées, évolutions prévisibles et progrès réalisés

L'exercice 2009 s'est déroulé dans un contexte particulièrement difficile lié à la faiblesse continue du dollar, au développement de la concurrence, principalement aux Etats-Unis et en Asie, au développement d'une crise économique touchant tous les secteurs industriels depuis 2008 et aux mouvements de consolidations et de restructurations dans l'industrie pharmaceutique.

Dans ce contexte, certains clients de la Société ont gelé des projets de recherche. Ces décisions ont affecté l'activité tout au long de l'exercice. Forte de sa solide réputation internationale, notamment pour la qualité de ses services, la Société reste néanmoins confiante dans sa capacité à se développer dans les années à venir en captant les nouveaux marchés nés de l'appel croissant à la sous-traitance des sociétés pharmaceutiques, dans une logique de réduction des coûts de recherche au sein de cette industrie.

Cerep a consolidé son portefeuille de clients au cours des deux derniers exercices. En 2009, le Groupe compte plus de 460 partenaires commerciaux.

Au cours de l'exercice écoulé, Cerep a consacré des efforts particuliers à la réduction des charges d'exploitation. Ainsi le Groupe enregistre une amélioration très sensible de l'excédent brut d'exploitation au second semestre par rapport aux six premiers mois de l'exercice.

La Société a par ailleurs poursuivi le déploiement de sa stratégie de "satellite" consistant à implanter des unités de criblage et profilage à proximité des centres de recherches de ses clients. Ainsi, en 2009, Cerep a installé un laboratoire à Shanghai, proche des sociétés de services de chimie utilisées par l'industrie pharmaceutique pour la synthèse de composés. Le Groupe opérera en Chine par l'intermédiaire de Cerep Limited (Cerep Ltd.), filiale à 100% de Cerep SA. Cerep, Ltd. a obtenu l'autorisation nécessaire à sa création ("business license") en mars 2010. Le laboratoire de Cerep à Shanghai, d'une superficie d'environ 824 m², devrait employer dans les 3 prochaines années jusqu'à quarante personnes.

En 2010, le Groupe s'emploiera à développer son chiffre d'affaires par la commercialisation de nouvelles offres ou la captation de nouveaux marchés. Notamment Cerep généralisera la commercialisation de BioPrint® selon le nouveau modèle expérimenté avec succès en 2009 avec Roche.

En Asie, le Groupe réalise à ce jour l'essentiel de son chiffre d'affaires au Japon. L'implantation de Cerep en Chine et le démarrage prévu des activités sur cette zone au cours du premier semestre, devraient ouvrir de nouvelles perspectives commerciales dès 2010.

Considérant la difficulté à prévoir le calendrier de reprise des marchés et considérant également les restructurations de l'industrie pharmaceutiques qui ralentissent les décisions d'affectation budgétaire pour 2010, Cerep n'est pas en mesure d'annoncer des perspectives chiffrées pour l'exercice en cours.

Les efforts de réduction des charges réalisés en 2009 devraient permettre, à périmètre comparable, d'améliorer sensiblement l'excédent brut d'exploitation en 2010.

Commentaires sur les résultats

1. Commentaires sur les résultats consolidés

Les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes comptables internationales IFRS ("International Financial Reporting Standards") adoptées au niveau européen.

Cerep a établi une information comparative 2009 et 2008 sur la base des activités poursuivies et des activités cédées et abandonnées au 31 décembre 2007, conformément aux normes et interprétations IFRS 5 en vigueur que le Groupe a appliquées pour la préparation de ses comptes consolidés au 31 décembre 2009.

Par ailleurs, Cerep a établi une information comparative 2008 et 2007 sur l'ensemble des activités de ces deux années, qu'elles aient été poursuivies ou abandonnées au 31 décembre 2008, conformément aux normes et interprétations IFRS en vigueur que le Groupe a appliquées pour la préparation de ses comptes consolidés au 31 décembre 2008.

1.1 Exercices clos les 31 décembre 2009 et 31 décembre 2008

Les éléments consolidés relatifs aux activités de 2009, comparées aux activités de 2008 retraitées, ne représentent que le seul secteur des services précliniques (activités de criblage et de profilage pharmacologiques et pharmaceutiques), excluant les activités de chimie et de recherche de médicaments arrêtées le 30 juin 2007.

Chiffre d'affaires

Evolution comparée du chiffre d'affaires (K€)	31.12.09	31.12.08	Variations
Groupe Cerep	26 299	30 799	-14,6%
<i>dont contributions nettes après éliminations intercompagnies :</i>			
- Cerep SA	22 048	24 829	-11,2%
- Cerep, Inc.	4 251	5 970	-28,8%

L'exercice 2009 s'est déroulé dans un contexte qui reste difficile et sans amélioration notable par rapport à 2008. La baisse du chiffre d'affaires en 2009 résulte essentiellement d'une gestion prudente et conjoncturelle de leurs dépenses par les donneurs d'ordre du Groupe. Elle affecte plus particulièrement l'activité ADME qui enregistre un chiffre d'affaires de 4,25 millions d'euros en 2009 contre 5,97 millions d'euros en 2008, soit une diminution de 28,8% (-31,0% à cours de change constant). L'activité Pharmacologie est en déclin de 11,2%, de 24,83 millions d'euros en 2008 à 22,05 millions d'euros en 2009 (-15,1% à cours de change constant).

Au 31 décembre 2009, le chiffre d'affaires valorisé à l'avancement représente 1,95 million d'euros.

Chiffre d'affaires par zone géographique

Le tableau ci-après présente la ventilation du chiffre d'affaires consolidé des activités poursuivies selon la zone géographique du client.

(K€)	31.12.09		31.12.08		Variations
	Valeurs	%	Valeurs	%	
Europe	10 989	41,8%	11 799	38,3%	-6,9%
<i>dont France</i>	3 593	13,7%	3 566	11,6%	0,8%
Amérique du Nord	13 804	52,5%	17 336	56,3%	-20,4%
Asie	1 405	5,3%	1 462	4,7%	-3,9%
Autres	101	0,4%	202	0,7%	-50,0%
Total	26 299	100,0%	30 799	100,0%	-14,6%

L'activité du Groupe est principalement localisée dans trois zones géographiques dans lesquelles se trouvent ses entités : l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie.

On observe la baisse de chiffre d'affaires la plus forte en Amérique du Nord, avec un chiffre d'affaires en recul de 20,4 % par rapport à 2008.

La baisse est moins soutenue en Europe et en Asie. La France reste stable par rapport à 2008.

Excédent brut d'exploitation (EBE/EBITDA)

L'excédent brut d'exploitation consolidé des activités poursuivies s'établit à 0,17 million d'euros en 2009 contre 3,93 millions d'euros l'an dernier, à périmètre comparable.

La Société a opté pour le reclassement du crédit d'impôt recherche dans la catégorie "autres produits". Le crédit d'impôt vient donc en résultat opérationnel et s'élève 0,43 million d'euros en 2009 contre 0,66 million d'euros en 2008.

Les charges de consommation matières ont diminué de 4,3% par rapport à 2008.

Les charges de personnel s'élèvent à 14,33 millions d'euros en 2009 soit une baisse de 4,4%. Les autres achats et charges externes s'élèvent à 4,73 millions d'euros en 2009, contre 5,07 millions d'euros en 2008, soit une diminution de 6,7%. Ces deux derniers postes représentent une diminution totale de charges de 1,0 million d'euros et rendent compte des efforts du Groupe réalisés en 2009 pour réduire ses charges d'exploitation.

Les efforts de réduction des charges sont particulièrement visibles au second semestre, avec un EBE positif qui s'établit à 0,99 million d'euros, contre un EBE négatif de 0,82 million d'euros au premier semestre 2009.

Recherche et développement

Les frais de recherche et développement du Groupe engagés au cours de l'exercice 2009 pour les activités poursuivies se sont élevés à 5,66 millions d'euros contre 6,78 millions d'euros en 2008. Ces frais sont valorisés selon la méthode du coût complet, les charges indirectes (incluant l'amortissement des équipements scientifiques) et les charges de structure étant réparties au prorata du temps passé sur les programmes de recherche. Les frais de recherche et développement sont intégralement comptabilisés en charges et intégrés dans celles-ci.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel consolidé avant résultat financier et impôts des activités poursuivies se solde par une perte de 1,71 million d'euros en 2009 contre un gain 1,95 million d'euros en 2008. Cette baisse est en ligne avec celle de l'excédent brut d'exploitation.

Résultat financier et impôts

Le résultat financier consolidé 2009 des activités poursuivies est négatif de 0,21 million d'euros contre un gain de 0,31 million d'euros en 2008. En raison du profil de fluctuation du dollar contre l'euro constaté en 2009, les opérations et couvertures de change ont réalisé une perte nette de 0,06 million d'euros en 2009 contre une perte nette de 0,14 million d'euros en 2008.

La baisse des charges d'intérêts sur emprunts des activités poursuivies (de 0,63 million d'euros en 2008 à 0,54 million d'euros en 2009) est liée au remboursement du prêt bancaire de 6 millions d'euros conclu par Cerep début 2007, prêt remboursable sur 3 ans se terminant en avril 2010.

Ainsi que détaillé dans la note 2.21 de l'annexe aux comptes consolidés, le Groupe comptabilise des impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires entre valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé. Le montant concerné en 2009 pour les actifs et passifs liés aux activités poursuivies correspond à un produit d'impôt différé net de 0,05 million d'euros.

Résultat net des activités poursuivies

Le résultat net part du Groupe des activités poursuivies en 2009 est une perte de 1,40 million d'euros contre un bénéfice en 2008 de 1,92 million d'euros.

Résultat des activités abandonnées

Au 31 décembre 2009 la perte des activités abandonnées s'élève à 0,77 million d'euros contre 4,06 millions d'euros en 2008 (se reporter au paragraphe "Résultat des activités abandonnées" en page 8 du présent rapport).

Résultat net

Le résultat net part du Groupe est en 2009 négatif de 2,17 millions d'euros, sensiblement équivalent à la perte de 2008 de 2,15 millions d'euros.

1.2 Exercices clos les 31 décembre 2008 et 31 décembre 2007

Les éléments consolidés relatifs aux activités de 2008, comparées aux activités de 2007 retraitées, ne présentent que le seul secteur des services précliniques (activités de criblage et de profilage pharmacologiques et pharmaceutiques), excluant les activités de chimie et de recherche de médicaments arrêtées le 30 juin 2007 ainsi que les activités de services cliniques cédées le 31 octobre 2007.

Chiffre d'affaires

Evolution comparée du chiffre d'affaires (K€)	31.12.08	31.12.07	Variations
Groupe Cerep	30 799	31 400	-1,9%
<i>dont contributions nettes après éliminations intercompagnies</i>			
Cerep SA	24 829	26 540	-6,5%
Cerep, Inc.	5 970	4 860	-22,9%

Malgré un contexte particulièrement difficile et le gel confirmé de certains budgets de sous-traitance de l'industrie pharmaceutique, le chiffre d'affaires consolidé des activités poursuivies est en augmentation de 1,7% à cours de change constant entre 2007 et 2008.

Cette hausse provient en grande partie de l'activité ADME qui a vu son chiffre d'affaires progresser de 4,86 millions d'euros en 2007 à 5,97 millions d'euros en 2008, soit 22,9% d'augmentation annuelle (28,1% à cours de change constant).

Au 31 décembre 2008, le chiffre d'affaires valorisé à l'avancement représente 3,18 millions d'euros.

Chiffre d'affaires par zone géographique

Le tableau ci-après présente la ventilation du chiffre d'affaires consolidé des activités poursuivies selon la zone géographique du client.

(K€)	31.12.08		31.12.07		Variations	
	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%
Europe	11 799	38,3%	12 251	39%	-452	-3,7%
<i>dont France</i>	3 566	11,6%	4 163	13,3%	-597	-14,3%
Amérique du Nord	17 336	56,3%	17 943	57,1%	-607	-3,4%
Asie	1 462	4,7%	860	2,7%	602	70,0%
Autres	202	0,7%	346	1,1%	-144	-41,6%
Total	30 799	100,0%	31 400	100,0%	-601	100,0%

Grâce à la nouvelle politique commerciale au Japon, la croissance du chiffre d'affaires sur la zone Asie a été très soutenue tout au long de l'année 2008.

Excédent brut d'exploitation (EBE/EBITDA)

La Société a opté pour le reclassement du crédit d'impôt recherche dans la catégorie "autres produits". Le crédit d'impôt vient donc désormais en résultat opérationnel alors qu'il était comptabilisé les exercices précédents en déduction de la charge d'impôt. Ces crédits d'impôts s'élèvent à 0,66 million d'euros en 2008 et 0,26 million d'euros en 2007.

La présentation du compte de résultat a été modifiée à compter du 1er janvier 2008 et les comptes publiés de l'exercice 2007 ont été retraités en conséquence pour faciliter la comparaison.

Compte tenu de la nouvelle réglementation en vigueur, le crédit d'impôt recherche peut être remboursé dès l'année de sa constatation.

Les charges de consommation matières ont augmenté, plus particulièrement sur l'activité ADME.

La mise en place d'un intéressement par Cerep SA et le développement de l'activité ADME sont les principaux facteurs qui expliquent l'augmentation de la masse salariale entre 2007 et 2008.

Les frais de recherche et développement du Groupe engagés au cours de l'exercice 2008 pour les activités poursuivies se sont élevés à 6,78 millions d'euros contre 5,74 millions d'euros en 2007.

Ces frais sont valorisés selon la méthode du coût complet, les charges indirectes (incluant l'amortissement des équipements scientifiques) et les charges de structure étant réparties au prorata du temps passé sur les programmes de recherche.

L'excédent brut d'exploitation consolidé des activités poursuivies s'établit à 3,93 millions d'euros en 2008 contre 5,40 millions d'euros l'an dernier, à périmètre comparable.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel consolidé avant résultat financier et impôts des activités poursuivies se solde par un gain de 1,95 million d'euros en 2008 contre 3,30 millions d'euros en 2007. Son évolution est en ligne avec celle de l'excédent brut d'exploitation.

Résultat financier et impôts

Le résultat financier consolidé 2008 des activités poursuivies est positif de 0,31 million d'euros contre une perte de 0,06 million d'euros en 2007. En raison du profil de fluctuation du dollar contre euro constaté en 2008, les opérations et couvertures de change ont réalisé une perte nette de 0,14 million d'euros en 2008 contre un gain net de 0,28 million d'euros en 2007.

La baisse des charges d'intérêt sur emprunts des activités poursuivies de 0,76 million d'euros en 2007 à 0,63 million d'euros en 2008 est liée au remboursement du prêt bancaire de 6 millions d'euros conclu par Cerep début 2007 et remboursable sur 3 ans.

Ainsi que détaillé dans la note 2.22 de l'annexe aux comptes consolidés, le Groupe comptabilise des impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires entre valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé. Le montant concerné en 2008 pour les actifs et passifs liés aux activités poursuivies correspond à une charge d'impôt différé nette de 0,25 million d'euros.

Résultat net des activités poursuivies

Le résultat net part du Groupe des activités poursuivies s'élève en 2008 à 1,92 million d'euros contre 2,67 millions d'euros en 2007.

Résultat des activités abandonnées

Le 30 juin 2007, le Groupe a cessé ses activités de chimie et de recherche de nouveaux médicaments. Dans ce contexte, un plan de sauvegarde de l'emploi a été mis en œuvre pour les collaborateurs qui n'ont pas été repris et les différents actifs liés à ces activités arrêtées ont été proposés à la vente. Les charges liées à la restructuration et l'essentiel des risques de dépréciation des actifs avaient été provisionnés au moment de l'arrêt des comptes de l'exercice 2006.

Après la cession d'Hesperion intervenue le 31 octobre 2007, les activités de services cliniques réalisées sur les dix premiers mois de l'année 2007 ont été classées en activités non poursuivies.

A la suite de la décision du Groupe de mettre un terme à toutes dépenses associées au programme oncologie, le résultat net de l'ensemble de ces activités abandonnées et cédées a été réduit de 4,87 millions d'euros. Il représente au 31 décembre 2008 une perte de 4,06 millions d'euros.

Le résultat net de l'ensemble de ces activités abandonnées et cédées représentait au 31 décembre 2007 un gain de 6,50 millions d'euros, constitué d'une perte de 5,76 millions d'euros des activités de chimie et de recherche de médicaments abandonnées et d'un profit de 12,25 millions d'euros généré par la cession de la filiale de services cliniques du Groupe, laquelle s'est traduite par un produit net de 12,38 millions d'euros.

Résultat net

Le résultat net part du Groupe est en 2008 négatif de 2,15 millions d'euros comparé à un résultat positif de 9,16 millions d'euros en 2007.

2. Commentaires sur les résultats sociaux

En juillet 2009, Anceris SA, filiale à 100% de la Société, a été dissoute ; cette dissolution a entraîné la transmission universelle de son patrimoine à son actionnaire unique, Cerep SA.

2.1 Exercices clos les 31 décembre 2009 et 31 décembre 2008

Chiffre d'affaires

(K€)	31.12.09	31.12.08	Variations	
			Valeurs	%
Services	23 905	28 211	-4 306	-15,3%
Autres	151	238	-87	-36,6%
Total	24 056	28 449	-4 393	-15,4%

Le chiffre d'affaires 2009 s'est élevé à 24,06 millions d'euros en diminution de 15,4% par rapport au chiffre d'affaires 2008 de 28,45 millions d'euros. Cette diminution du chiffre d'affaires rend compte d'un contexte particulièrement difficile et du gel confirmé de certains budgets de sous-traitance de l'industrie pharmaceutique.

Le chiffre d'affaires valorisé à l'avancement représente 1,95 million d'euros.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont diminué significativement en 2009, à 28,45 millions d'euros contre 30,86 millions d'euros en 2008, soit une baisse de 2,41 millions d'euros.

En 2009, la consommation de matières premières et autres fournitures est sensiblement équivalente à celle enregistrée 2008.

La réduction des charges de personnel s'élèvent à 12,04 millions d'euros en 2009 contre 13,01 millions d'euros en 2008, en baisse de 7,5%.

Les autres achats et charges externes sont en baisse de 15,3%, de 9,55 millions d'euros en 2008 à 8,09 millions d'euros en 2009.

Les frais de recherche et développement engagés au cours de l'année 2009, intégralement comptabili-

sés en charges, sont évalués à 5,04 millions d'euros contre 6,06 millions d'euros pour l'exercice 2008. Ces frais sont valorisés selon la méthode du coût complet, les charges indirectes et les charges de structure étant réparties au prorata du temps passé sur les programmes de recherche.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est une perte de 2,67 millions d'euros en 2009 contre une perte de 1,44 million d'euros en 2008.

Autres résultats

Le résultat financier de l'exercice 2009 est une perte de 0,19 million d'euros contre une perte de 11,43 millions d'euros en 2008 (se reporter au paragraphe "Autres résultats page 10). Ce résultat est constitué principalement d'une perte nette de change pour 0,25 million d'euros, de produits de placement de trésorerie pour 0,16 million d'euros, de charge d'intérêts pour 0,30 million d'euros, de produits d'intérêts pour 0,27 million d'euros, d'une provision pour dépréciation financières de 0,21 million d'euros et d'une reprise nette de provision sur écarts de change de 0,17 million d'euros.

Le résultat exceptionnel représente un gain de 1,05 million d'euros en 2009 contre un gain de 2,07 millions d'euros en 2008. La majeure partie du gain en 2009 provient des reprises de provisions pour restructuration de la chimie et drug discovery et de crédit-bail immobilier ayant servi à financer le site de Villebon-sur-Yvette.

Le crédit d'impôt recherche s'est élevé en 2009 à 0,43 million d'euros contre 0,66 million d'euros en 2008.

Résultat net

Le résultat net de Cerep SA en 2009 est une perte de 1,39 million d'euros contre une perte 10,13 millions d'euros en 2008.

2.2 Exercices clos les 31 décembre 2008 et 31 décembre 2007

Chiffre d'affaires

(K€)	31.12.08	31.12.07	Variations	
			Valeurs	%
Services	28 211	28 770	-559	-1,9%
Autres	238	379	-141	-37,2%
Total	28 449	29 149	-700	-2,4%

Le chiffre d'affaires 2008 s'est élevé à 28,45 millions d'euros en diminution de 2,4% par rapport au chiffre d'affaires 2007 de 29,15 millions d'euros. Cette diminution du chiffre d'affaires rend compte d'un contexte particulièrement difficile et du gel confirmé de certains budgets de sous-traitance de l'industrie pharmaceutique.

Le chiffre d'affaires valorisé à l'avancement représentait 3,17 millions d'euros.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont diminué en 2008 à 30,86 millions d'euros contre 36,32 millions d'euros en 2007.

En 2007 la cessation d'activité sur le site de Villebon-sur-Yvette avait entraîné des cessions et mises au rebut de matières premières importantes. La consommation de matières premières et autres fournitures continue à baisser en 2008.

La réduction des charges de personnel entre 2008 et 2007 (-13,6%) est due en grande partie à l'arrêt définitif des activités de chimie et de recherche de médicaments à la fin du premier semestre 2007.

Les loyers et redevances de crédit-bail immobilier du site de Villebon-sur-Yvette continuant à courir, la diminution des autres achats et charges externes (-9,9%) est moins conséquente que celle des autres charges d'exploitation. Ce poste correspond pour l'essentiel aux redevances de crédit-bail, aux frais de marketing, aux frais de personnel intérimaire, aux honoraires, frais de déplacement, frais de maintenance et de fluides supportés par la Société.

Les frais de recherche et développement engagés au cours de l'année 2008 et intégralement comptabilisés en charges sont évalués à 6,06 millions d'euros contre 5,30 millions d'euros pour l'exercice 2007.

Ces frais sont valorisés selon la méthode du coût complet, les charges indirectes et les charges de structure étant réparties au prorata du temps passé sur les programmes de recherche.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est une perte de 1,44 million d'euros en 2008 contre une perte de 5,12 millions d'euros en 2007.

Autres résultats

Le résultat financier de l'exercice écoulé est une perte de 11,43 millions d'euros contre un bénéfice de 0,78 million d'euros en 2007. Ce résultat est constitué principalement d'un gain net de change pour 0,12 million d'euros, de produits de placement de trésorerie pour 0,74 million d'euros, de charge d'intérêts sur emprunts pour 0,28 million d'euros et d'une dotation pour dépréciation d'actif financier de 12,88 millions d'euros constatée à la suite de la décision de mettre un terme à toutes les dépenses associées au programme oncologie mené principalement par Anceris.

Le résultat exceptionnel représente un gain de 2,07 millions d'euros en 2008 contre un gain de 16,3 millions d'euros en 2007 qui était dû, en grande partie, à la cession d'Hesperion. La majeure partie du gain en 2008 provient d'une reprise des provisions pour la restructuration de la chimie et drug discovery et pour la perte sur le crédit-bail immobilier ayant servi à financer le site de Villebon-sur-Yvette.

Le crédit d'impôt recherche s'est élevé en 2008 à 0,66 million d'euros contre 0,26 million d'euros en 2007. Le crédit d'impôt recherche peut venir en compensation de l'impôt dû ou, compte tenu de la nouvelle réglementation en vigueur, être remboursé dès l'année de sa constatation.

Résultat net

Le résultat net de Cerep en 2008 est une perte de 10,13 millions d'euros contre un bénéfice de 12,21 millions d'euros en 2007.

Trésorerie et ressources en capitaux

Du Groupe

Au 31 décembre 2009, la trésorerie du Groupe (y compris les placements de valeurs mobilières) s'élève à 17,10 millions d'euros contre 22,26 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Cette variation de trésorerie s'explique par une capacité d'autofinancement hors intérêts et impôts de 0,83 million d'euros, une variation du besoin en fonds de roulement de 0,36 million d'euros, des flux nets de trésorerie consacrés aux opérations d'investissement de -0,70 million d'euros, des flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement de -3,90 millions d'euros et des flux nets de trésorerie liés aux activités abandonnées et cédées de -1,73 million d'euros.

Le fonds de roulement s'établit à 14,14 millions d'euros contre 17,50 millions d'euros un an plus tôt.

L'endettement financier brut consolidé au 31 décembre 2009 était de 40,1 % des capitaux propres auquel s'ajoutent 53,3% d'endettement liés à des actifs détenus en vue de la vente, comparé à 51,6% et 49,6% respectivement en 2008.

A la fin de l'exercice 2009, les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit totalisent 7,58 millions d'euros dont 4,46 millions d'euros de crédits-bails immobiliers relatifs aux locaux du site de Celle l'Evescault.

Du 31 décembre 2008 au 31 décembre 2009, les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit sont passés d'un montant de 4,16 millions d'euros à 1,95 million d'euros. Sur la même période, le crédit-bail immobilier est passé de 4,94 millions d'euros à 4,46 millions d'euros, et les crédits-baux mobiliers de 1,82 million d'euros à 1,01 million d'euros.

De la Société

Au 31 décembre 2009, la trésorerie de la Société (y compris les placements de valeurs mobilières) s'élève à 16,60 millions d'euros contre 20,55 millions d'euros au 31 décembre 2008. Le fonds de roulement s'établit à 16,92 millions d'euros au 31 décembre 2009 contre 19,67 millions d'euros un an plus tôt.

Au 31 décembre 2009 les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit totalisent 1,65 million d'euros. De plus, 0,05 million d'euros est dû à l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche) et 0,11 million d'euros est dû au Ministère de l'industrie et de la recherche concernant le programme de recherche "Réseau Gen-homme".

Impact des fluctuations monétaires

Plus de 55% du chiffre d'affaires 2009 consolidés du Groupe est facturé en devises autres que l'euro, essentiellement en dollar US. De plus, une part des charges portées au compte de résultat consolidé de Cerep est également exprimée en dollar US. Enfin, le Groupe dispose d'actifs et contracte quelques passifs dans les monnaies des pays dans lesquels il est implanté ou réalise ses activités.

En conséquence, la fluctuation de la valeur de l'euro par rapport au dollar US et, dans une moindre mesure, aux autres monnaies, peut affecter la valeur de ces éléments dans les états financiers du Groupe. Ainsi, les variations récentes de l'euro contre le dollar US peuvent, lorsqu'elles sont à la baisse, réduire les valeurs converties en euro des montants de chiffre d'affaires et des actifs exprimés dans ces monnaies et générer des pertes de change au compte de résultat de l'exercice.

Le Groupe a adopté une stratégie de couverture visant à réduire son exposition aux risques de fluctuation du dollar US contre l'euro et à préserver ainsi les revenus dégagés par son activité. Celle-ci, limitée à Cerep SA, vise à fixer le cours en dollar US des créances nettes et de la totalité de la facturation prévisionnelle nette libellée dans cette devise. Cette stratégie concerne également depuis 2003 les transactions en yen japonais, pour lesquelles le Groupe a la capacité de mettre en place des instruments de couverture à la réalisation des opérations commerciales.

Les instruments dérivés utilisés par Cerep pour atteindre ses objectifs en matière de couverture comprennent des contrats de change à terme et des options sur le dollar US (vente de call ou achat de put) ayant une maturité généralement inférieure à un an. Dans certains cas, le Groupe est amené à compléter les instruments de couverture pris soit par des prorogations de ventes à terme, soit en inversant des positions sur options par des achats de call. Ces instruments portent sur des actifs et des passifs existant à la clôture de la période, ainsi que sur la facturation prévisionnelle nette libellée en dollar US. Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

Au 31 décembre 2009, environ 61% de la facturation prévisionnelle en dollar US diminuée du montant prévisionnel des dépenses en dollar US de l'exercice 2010 est couverte.

Au 31 décembre 2009, tous les contrats à terme ont été conclus pour une durée inférieure à un an.

La valeur nominale des instruments de couverture à la date de clôture de l'exercice était la suivante :

(K€)	Instruments financiers dérivés			Particularités															
	Couverture de juste valeur	Eligibles	Inéligibles																
		Couverture de flux de trésorerie																	
Instruments de change																			
Vente à terme USD	2 203	1 416		- Cours à terme EUR/USD moyen : 1,465 Echéances janvier à juin 2010															
Vente à terme JPY	155	-		- Cours à terme EUR/JPY moyen : 129,314 Echéances mars à novembre 2010															
Options :																			
- Vente put EUR/call USD	3 096	343	2 278	Prix d'exercice EUR/USD moyen : 1,408 Echéances de février à novembre 2010															
- Achat put EUR/call USD	-	-	-																
- Achat call EUR/put USD	2 958	334	-	Prix d'exercice EUR/USD moyen : 1,473 Echéances de février à novembre 2010															
- Vente put EUR/call JPY	79	-	79	Prix d'exercice EUR/JPY : 126,15 Echéance mai 2010															
- Achat call EUR/put JPY	79	-	-	Prix d'exercice EUR/JPY : 126,15 Echéance juin 2010															
Instruments de taux																			
Swaps de taux variable à taux fixe	-	11 097	-	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Montant</th> <th>Taux</th> <th>Echéance</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1 000 K€</td> <td>4,12%</td> <td>avril 2010</td> </tr> <tr> <td>3 488 K€</td> <td>3,08%</td> <td>juillet 2012</td> </tr> <tr> <td>5 663 K€</td> <td>3,21%</td> <td>juillet 2012</td> </tr> <tr> <td>946 K€</td> <td>4,38%</td> <td>juillet 2014</td> </tr> </tbody> </table>	Montant	Taux	Echéance	1 000 K€	4,12%	avril 2010	3 488 K€	3,08%	juillet 2012	5 663 K€	3,21%	juillet 2012	946 K€	4,38%	juillet 2014
Montant	Taux	Echéance																	
1 000 K€	4,12%	avril 2010																	
3 488 K€	3,08%	juillet 2012																	
5 663 K€	3,21%	juillet 2012																	
946 K€	4,38%	juillet 2014																	

La conversion des états financiers de Cerep, Inc. a un effet mineur sur le résultat consolidé dans la mesure où les écarts de conversion en résultant sont enregistrés dans les capitaux propres consolidés.

Principaux risques

Instruments financiers

Les principaux instruments financiers du Groupe sont constitués de financements par crédit-bail auprès d'organismes financiers, d'emprunts bancaires, des valeurs mobilières de placement et de trésorerie. L'objectif de ces instruments financiers est de permettre le financement des opérations du Groupe. Le Groupe détient également des créances clients, des dettes fournisseurs, des avances et acomptes reçus sur commandes qui sont générés par ses activités.

Le Groupe est également engagé dans des transactions intégrant des instruments financiers dérivés, principalement des ventes à terme de dollar US et options (put et call) de change sur dollar US et des swaps de taux d'intérêt. Ces instruments ont pour objectif la gestion du risque de change et de taux d'intérêt liés aux activités et au financement du Groupe. Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

Les principaux risques attachés aux instruments financiers du Groupe sont le risque de change, le risque de marché, le risque de contrepartie, le risque de taux d'intérêts et le risque de liquidité.

Risque de change

Le bilan du Groupe est sensible aux variations du dollar US contre l'euro. Le Groupe ne couvre pas ces expositions structurelles mais cherche à limiter ses effets en visant l'équilibre dans la devise de fonctionnement des actifs et des passifs et des flux de trésorerie des filiales concernées.

Le Groupe est également exposé à un risque de change concernant la partie du chiffre d'affaires et des charges réalisés en devises autres que l'euro. Ce risque existe principalement concernant le dollar US et, dans une moindre mesure, le yen japonais quant aux produits et charges et flux de trésorerie liés ainsi qu'aux éléments correspondant des comptes de créances clients, des comptes fournisseurs et de trésorerie libellés dans ces devises.

Le Groupe a en place une politique de couverture visant à réduire son exposition aux risques de fluctuation du dollar US et à préserver ainsi les revenus dégagés par son activité. Celle-ci, limitée à Cerep SA, vise à fixer le cours en dollar US des créances nettes et de la totalité de la facturation prévisionnelle nette libellée dans cette devise. Cette stratégie concerne également depuis 2003 les transactions en yen japonais, pour lesquelles le Groupe a la capacité de mettre en place des instruments de couverture à la réalisation des opérations commerciales.

Les instruments dérivés utilisés par Cerep pour atteindre ses objectifs en matière de couverture comprennent des contrats de change à terme et des options sur le dollar US (vente de call ou achat de put) ayant une maturité initiale généralement inférieure à un an. Ces instruments portent sur des actifs et des passifs existant à la fin de la période, ainsi que sur la facturation prévisionnelle nette libellée en dollar US. Dans certains cas, le Groupe est amené à compléter les instruments de couverture pris soit par des prorogations de ventes à terme soit en inversant des positions sur options par des achats de call. Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

Au cours de l'exercice 2009, le Groupe a constaté dans son résultat financier consolidé des activités poursuivies un résultat net des effets de change négatif de 50 K€ comparé à une perte de 135 K€ en 2008. Ces éléments traduisent l'effet de la stratégie de couverture initiée en 2002 visant à atténuer les effets de la variation du dollar contre l'euro.

Leurs principaux éléments relatifs au change du résultat financier sont :

(K€)	31.12.09	31.12.08
Gains/pertes nets :		
- réalisés sur comptes bancaires	-128	114
- réalisés sur créances/dettes	-238	224
- latents sur créances/dettes	190	-168
- réalisés sur options de changes et vente de devises	129	-151
Variation de juste valeur des instruments financiers dérivés	-3	-154
Gains/pertes nets des activités cédées ou abandonnées	-	-
Total	-50	-135

Le tableau suivant présente les positions transactionnelles nettes de change sur la base des comptes consolidés au 31 décembre 2009 exposés à une variation des devises contre l'euro. Les instruments financiers de change éligibles à la comptabilité de couverture de juste valeur des créances en dollar US à la clôture en IFRS sont comptabilisés au bilan.

De même les instruments inéligibles sont comptabilisés au bilan en instruments financiers actifs ou passifs. La partie éligible des instruments de couverture portant sur les flux non encore réalisés de la facturation 2009 est comptabilisée en capitaux propres.

Position nette globale en devises (K€)	USD	JPY
Actifs	2 650	366
Passifs	164	24
Position nette avant gestion	2 486	342
Hors bilan	9 267	300
Position nette après gestion	11 753	642

Dans le cas d'une variation défavorable du taux de change de 1%, l'impact serait pour le Groupe de -124 K€.

Risques de marché

Cerep utilise différents instruments financiers dans le cadre de sa gestion de trésorerie. Ils sont constitués de SICAV monétaires et obligataires, de dépôts bancaires principalement en euro et en dollar US, et d'actions.

La politique du Groupe vise à limiter les risques de perte sur ses placements en privilégiant les instruments monétaires ou obligataires et sélectionnés sur la base d'historiques de volatilité et de performance par rapport aux indices de référence et de notations d'agences et en procédant à un suivi régulier des valeurs de marché.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie découle de l'éventualité qu'une partie au contrat n'honore pas ses obligations causant ainsi une perte à l'autre partie. Cerep considère qu'il existe un risque de contrepartie sur certains postes du bilan, le

plus significatif portant sur les créances clients, ainsi que sur des engagements figurant en hors-bilan (achats de matières premières et travaux), couvert par des mesures appropriées.

Une proportion significative du chiffre d'affaires est réalisée avec quelques clients. Les études de l'activité de services cliniques portent généralement sur des durées longues (plus d'un an). Les contrats de prestation de service de l'activité «services précliniques» (en criblage, en profilage ou en expérimentation pharmacologique) couvrent quelques mois et constituent une proportion importante du chiffre d'affaires.

Au cours des exercices 2009, 2008 et 2007, le chiffre d'affaires consolidé réalisé avec les plus importants partenaires commerciaux du Groupe se décompose comme suit :

Exercice	2009	2008	2007
Trois plus importants partenaires commerciaux	29 %	33%	34%
Cinq plus importants partenaires commerciaux	38 %	40%	40%
Dix plus importants partenaires commerciaux	51 %	52%	55%

Cette concentration du risque de crédit sur quelques clients et l'incidence d'une défaillance éventuelle d'un tiers sur le compte de résultat du Groupe sont atténués par la taille et la solvabilité financière des grands groupes de l'industrie pharmaceutique qui constituent les principaux partenaires de Cerep. Toutefois, Cerep compte parmi ses clients plusieurs entreprises de recherche pharmaceutique qui réalisent des pertes récurrentes et pour lesquelles les fonds levés auprès d'investisseurs constituent la principale source de financement. Le Groupe a constaté au cours des exercices antérieurs plusieurs défaillances. L'irrécouvrabilité reste cependant limitée au regard de la base de clientèle de Cerep, ce qui réduit dans une certaine mesure cette exposition.

Cerep intègre dans sa démarche commerciale un processus d'évaluation de la solvabilité du prospect et inclut, si nécessaire ou selon les particularités de la prestation, l'obligation de versement d'acomptes ou d'avances par le client.

Au 31 décembre 2009, l'âge des actifs financiers qui sont en souffrance, mais non dépréciés se décompose comme suit, 87 K€ d'échéance dépassée depuis moins de 30 jours, 32 K€ entre 31 et 90 jours et 138 K€ entre 91 et 180 jours. Les actifs financiers en souffrance sont constitués principalement de créances clients.

Par ailleurs, les actifs financiers du Groupe comptent 416 K€ d'actifs financiers individuellement identifiés comme probablement non entièrement recouvrables, et pour lesquels une dépréciation de 403 K€ a été constituée. Ceux-ci incluent 191 K€ de dépôt de garantie des anciens locaux de Cerep à Rueil-Malmaison, qui ont été dépréciés en totalité. Dans l'estimation de la part recouvrable, le Groupe considère en priorité les éléments financiers permettant d'évaluer la solvabilité du créancier, le remboursement de la TVA, le cas échéant, ainsi que les voies de recours envisageables.

Le Groupe est également dépendant de la solvabilité de plusieurs fournisseurs ou prestataires, certains étant stratégiques dans la fourniture de technologies ou de matières premières, ou dans la conduite d'études cliniques. Les procédures d'achats de Cerep intègrent l'établissement et la mise à jour d'une liste de fournisseurs approuvés. Le processus d'approbation, qui implique par ailleurs le service de contrôle qualité, inclut un examen de solvabilité qui peut faire appel à des évaluations d'agences de notation de risque crédit.

Enfin, Cerep gère son risque de contrepartie sur ses instruments financiers en sélectionnant rigoureusement les institutions financières tierces, en diversifiant les contreparties par type de contrat et en procédant à un suivi régulier des engagements.

Risque de taux

L'exposition du Groupe au risque de variation des taux d'intérêt est liée à l'endettement financier à long terme.

La politique du Groupe consiste à gérer la charge d'intérêt en contractant majoritairement des financements à taux fixes. Afin d'optimiser le coût financier global, lorsque le financement n'est pas contracté à taux fixe mais à taux variable, le Groupe met en place des swaps de taux d'intérêt par lesquels il échange à intervalles prévus, la différence entre le montant des intérêts à taux fixes et le montant des intérêts à taux variables calculé sur un montant nominal d'emprunt fixé à la souscription des swaps.

Ainsi au 31 décembre 2009, 86% de la dette liée aux actifs des activités poursuivies du Groupe est contractée à taux fixe. La dette à taux variable est constituée du prêt de 6 millions d'euros souscrit le 22 janvier 2007, qui a été swappé à taux fixe à sa mise en place. 99% de la dette liée aux actifs destinés à être vendus, dont essentiellement le financement par crédit bail immobilier du site de Villebon-sur-Yvette, a été souscrit à taux variable.

Ces swaps ont été contractés simultanément à la signature des financements auxquels ils sont affectés, et début 2007 concernant l'avenant au contrat de crédit-bail mis enoyer en février 2007, pour les mêmes montants nominaux, et selon les mêmes conditions de date de début, date de révision du taux d'intérêt, intervalles de règlement et taux de base d'intérêts.

Les swaps ont une durée de 7 ans à compter de leur date de mise en place et seront décomptabilisés à leurs termes alors que les financements ont une durée de 15 ans.

Les swaps satisfont aux critères de la comptabilité de couverture d'instrument de couverture de flux de trésorerie, les variations de valeur de l'instrument dérivé sont enregistrées en capitaux propres.

Le Groupe estime qu'au regard de sa situation consolidée au 31 décembre 2009, une hausse instantanée de

50 points de base des taux d'intérêts (EONIA et Euribor 3 mois) aurait représenté, avant impôts, une charge d'intérêts supplémentaire nette sur les emprunts à taux fixes et à taux variables de 1 K€, ainsi qu'une augmentation des produits de placements de 77 K€. Parallèlement, cette hausse de 50 points de base aurait représenté un produit net constaté directement en capitaux propres additionnel de 104 K€, net d'impôt. Au total, le résultat après impôts aurait été supérieur de 51 K€ et les capitaux propres au 31 décembre 2009 auraient été de 19 059 K€.

Une baisse instantanée inverse de 50 points de base des taux d'intérêts, aurait produit un effet inverse identique sur le compte de résultat. Les produits et les charges constatés directement en capitaux propres auraient été diminués de 107 K€ après d'impôt. Au total, le résultat après impôts aurait été inférieur de 51 K€ et les capitaux propres au 31 décembre 2009 auraient été de 18 746 K€.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité pour le Groupe représente l'éventualité de ne pouvoir faire face à ses engagements suivant leurs échéances.

L'appréciation du risque de liquidité repose sur le suivi des échéanciers des financements du Groupe, l'évolution du niveau de trésorerie disponible et les prévisions d'entrées et de sorties de trésorerie. A la date d'établissement des états financiers, le Groupe n'a pas identifié de besoin de trésorerie à court terme.

Affectation du résultat

L'affectation du résultat de notre Société que nous vous proposons est conforme à la loi et à nos statuts.

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice qui s'élève à -1 382 595 euros de la façon suivante :

- Report à nouveau à l'ouverture	-14 645 897 euros
- Résultat de l'exercice 2009	-1 382 595 euros
- Report à nouveau après affectation	-16 028 492 euros

Dividendes

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous signalons qu'il n'est intervenu aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

Charges non déductibles fiscalement (CGI 39-4)

Nous vous demanderons d'approuver le montant global des dépenses et charges visées par les articles 39-4 du Code général des impôts, soit la somme de 38 787 euros et l'impôt correspondant, soit 12 928 euros.

Délais de paiement fournisseurs et clients

Délais fournisseurs

Au 31 décembre 2009, le solde des dettes à l'égard des fournisseurs s'élevait à 1,74 million d'euros et était constitué de :

- 45 % de factures payables à 45 jours à compter de la date d'émission de la facture (ou de la réception des marchandises ou de l'exécution de la prestation, selon le cas),
- 47 % de factures payables à 30 jours à compter de la date d'émission de la facture (ou de la réception des marchandises ou de l'exécution de la prestation, selon le cas),

A la même date, ce solde comprenait 8 % de dettes échues.

Délais clients

Au 31 décembre 2009, le solde des créances à l'égard des clients, s'élevait à 5,19 millions d'euros et était constitué de :

- 40 % de factures payables à 30 jours à compter de la date d'émission de la facture
- 42 % de factures payables à 45 jours à compter de la date d'émission de la facture

A la même date, ce solde comprenait 18 % de dettes échues, dont 16% concernant la filiale Cerep, Inc.

Prises de participation et de contrôle

Nous vous précisons enfin, qu'au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009, nous n'avons pris aucune participation dans une tierce société.

Évènements récents

Activités poursuivies

Depuis la clôture des comptes au 31 décembre 2009, les titres de la Société ont fait l'objet d'un transfert de mar-

ché de cotation. En effet, depuis le 19 mars 2010, ceux-ci ont été radiés des négociations sur Euronext Paris et admis concomitamment aux négociations sur Alternext.

Par ailleurs, en mars 2010, Cerep SA a reçu les autorisations nécessaires à la création d'une filiale (Cerep Limited) à Shanghai, Chine. A la date du présent rapport la filiale chinoise de la Société n'a pas démarré ses activités. Elle a vocation, à l'avenir, à fournir des prestations de services pré cliniques pour l'industrie pharmaceutique. Les laboratoires de Cerep Ltd sont en cours d'aménagement et devraient être opérationnels dès le deuxième trimestre 2010.

Activités abandonnées

En 2006, une action civile en demande de dommages et intérêts pour un montant de 9 millions d'euros avait été entamée par deux anciens salariés d'Ankeris. Le Tribunal de Grande Instance, qui a rendu sa décision en mars 2010, a débouté les demandeurs de l'ensemble de leurs réclamations.

Capital de la Société

1. Actionnariat de la Société

Nous vous signalons l'identité des personnes détenant, à la connaissance de la Société, directement ou indirectement, au 31 décembre 2009, plus de 5 %, de 10%, de 15%, de 20%, de 25%, de 33,33 %, de 50%, de 66,66 %, de 90% ou de 95% du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote
Thierry Jean	869 733	6,90%	869 733
Institut Pasteur de Lille	865 100	6,86%	865 100
OTC Asset Management	680 223	5,39%	680 223
CDC Entreprises Valeurs Moyennes	399 461	3,17%	399 461
Actions auto détenues	8 661	0,07%	0
Autres/Public	9 788 697	77,61%	9 788 697
Total	12 611 875	100,00%	12 603 214

A la connaissance de la Société cette liste a connu les principales modifications suivantes au cours de l'exercice écoulé :

Le 19 octobre 2009, la société Odyssee Venture a informé Cerep, pour le compte des FCP dont elle assume la gestion, avoir cédé le 6 octobre 2009 l'ensemble des participations qu'ils détenaient dans le capital de Cerep.

2. Actions d'autocontrôle

Aucune société contrôlée ne détient une quotité du capital de la Société.

3. Avis de détention et aliénation de participation croisée

Néant.

4. Nombre d'actions propres achetées et vendues par la Société au cours de l'exercice

Aucune action propre n'a été achetée ou vendue par la Société au cours de l'exercice.

A la date du présent rapport, la Société détient 8661 actions propres.

5. Délégations en matière d'augmentations de capital (L. 225-129)

Pour permettre de mettre en œuvre une politique d'actionnariat salarié incitative et de nature à conforter le développement de l'entreprise, nous vous proposons d'autoriser le Conseil à procéder à l'attribution de stock options et d'actions gratuites comme suit :

Autorisation d'attribuer gratuitement des actions aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux

Nous vous proposons de déléguer au conseil d'administration, pour une durée de 38 mois la faculté de procéder, dans le cadre de l'article L 225-197-1 du Code de commerce, à l'attribution gratuite d'actions nouvelles résultant d'une augmentation de capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices, ou d'actions existantes.

Les bénéficiaires de ces attributions pourraient être :

- les membres du personnel salarié de la Société ou des sociétés qui lui sont liées directement ou indirectement au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce,

- les mandataires sociaux qui répondent aux conditions de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce. Le nombre d'actions pouvant être attribuées gratuitement par le conseil d'administration au titre de la présente délégation ne pourrait dépasser 3% du capital social existant au jour de l'attribution.

L'attribution des actions aux bénéficiaires serait définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le conseil d'administration, celle-ci ne pouvant être inférieure à deux ans, les bénéficiaires devant conserver ces actions pendant une durée fixée par le conseil d'administration, étant précisé que le délai de conservation ne pourra être inférieur à deux ans à compter de l'attribution définitive des dites actions.

Toutefois, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration, dans la mesure où la période d'acquisition pour tout ou partie d'une ou plusieurs attributions serait au minimum de quatre ans, à n'imposer aucun délai de conservation pour les actions en cause.

Par exception, l'attribution définitive interviendrait avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième et la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale.

La présente autorisation emporterait de plein droit renonciation à votre droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles émises par incorporation de réserves, primes et bénéfices.

Ainsi, le Conseil disposerait, dans les limites fixées ci-dessus, de tous pouvoirs pour fixer les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions, déterminer l'identité des bénéficiaires des attributions gratuites parmi les personnes remplissant les conditions fixées ci-dessus ainsi que le nombre d'actions revenant à chacun d'eux, déterminer les incidences sur les droits des bénéficiaires, des opérations modifiant le capital ou susceptibles d'influer sur la valeur des actions à attribuer et réalisées pendant les périodes d'acquisition et de conservation, le cas échéant constater l'existence de réserves suffisantes et procéder lors de chaque attribution au virement à un compte de réserves indisponibles des sommes requises pour la libération des actions nouvelles à attribuer, décider la ou les augmentations de capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices, corrélative(s) à l'émission des actions nouvelles attribuées gratuitement, procéder aux acquisitions des actions nécessaires dans le cadre des dispositions de l'article L225-208 du Code de commerce et généralement faire dans le cadre de la réglementation en vigueur, tout ce que la mise en œuvre de la présente autorisation rendra nécessaire.

Mandataires

1. Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux

Nom et mandats dans la Société	Date de nomination et de fin de mandat	Autres mandats et fonctions	Autres fonctions principales exercées
Pierre Bart 60 ans, né le 5 janvier 1950 Administrateur	20 juin 2008 jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013	<ul style="list-style-type: none"> . Soregies SA (France) : membre du directoire . Pictave Energie Services SAS (France) : membre du comité exécutif 	
Jean-Paul Boulan 71 ans, né le 18 novembre 1938 Administrateur	20 février 1990 jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> . JPB Gestion SARL (France) : gérant . Modelabs SA (France, société cotée) : membre du conseil de surveillance . OTC AM (France) : membre du comité consultatif 	
Monique Capron 62 ans, née le 26 octobre 1947 Administrateur	20 juin 2006 jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011	<ul style="list-style-type: none"> . IRD (Institut de recherche pour le développement) (France) : administrateur . Cité des sciences : membre du conseil scientifique . IHEST (Institut des Hautes Etudes pour la Science et la Technologie) : membre du conseil scientifique 	<ul style="list-style-type: none"> . Professeur d'immunologie/ Faculté de pharmacie Université Lille 2 . Directeur équipe Inserm U995 . Praticien des hôpitaux/ CHRU de Lille
Sandrine Dufour 43 ans, née le 2 août 1966 Administrateur	12 février 2009 jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011	<ul style="list-style-type: none"> . Vivendi SA (France, société cotée) : directeur financier adjoint du groupe Vivendi . Vivendi Mobile Entertainment SA (France): Président non exécutif . Maroc Telecom SA (Maroc, société cotée) : membre du comité d'audit 	

Nom et mandats dans la Société	Date de nomination et de fin de mandat	Autres mandats et fonctions	Autres fonctions principales exercées
Thierry Jean 53 ans, né le 11 juin 1956 Président-directeur général	20 décembre 1989 jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011	. SpinX, Inc (Suisse) : administrateur Sociétés du Groupe : . Cerep, Inc. (USA) : President & Chief Executive Officer . Cerep Limited (Chine) : President & Chief Executive Officer	
Frédéric Revah 48 ans, né le 25 janvier 1962 Administrateur	20 juin 2008 jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013	. Genethon (France) : directeur général . Sepal Pharma SA : administrateur	. Hera Diagnostics SAS (France) : membre du conseil de direction

2. Nominations, renouvellements et ratification de cooptations

Aucun mandat des membres du conseil d'administration n'arrive à expiration par la présente assemblée.

3. Rémunérations des mandataires sociaux

Rémunérations versées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009

Mandataires	Dans la Société, dans les sociétés contrôlées, et dans la société contrôlante ^{1,2}					
	fixe	variable	Rémunérations exceptionnelles	Jetons de présence	Avantages en nature	Total
Thierry Jean						
- versées en 2008	299 167	80 000	-	-	4 949	384 116
- versées en 2009	300 000	99 415	-	-	4 641	404 056
- restant à verser au titre de 2009	-	80 000	-	-	-	80 000
Pierre Bart						
- versées en 2008	-	-	-	-	-	-
- versées en 2009	11 500	-	-	-	-	11 500
- restant à verser au titre de 2009	10 000	-	-	-	-	10 000
Jean-Paul Boulan						
- versées en 2008	19 000	-	-	-	-	19 000
- versées en 2009	15 000	-	-	-	-	15 000
- restant à verser au titre de 2009	11 500	-	-	-	-	11 500
Monique Capron						
- versées en 2008	8 000	-	-	-	-	8 000
- versées en 2009	10 000	-	-	-	-	10 000
- restant à verser au titre de 2009	8 000	-	-	-	-	8 000
Sandrine Dufour						
- versées en 2008	-	-	-	-	-	-
- versées en 2009	-	-	-	-	-	-
- restant à verser au titre de 2009	9 500	-	-	-	-	9 500
Frédéric Revah						
- versées en 2008	-	-	-	-	-	-
- versées en 2009	9 000	-	-	-	-	9 000
- restant à verser au titre de 2009	9 000	-	-	-	-	9 000

¹ Les montants sont exprimés en valeurs brutes, en euros

² Eléments fixes, variables et exceptionnels composant les rémunérations et avantages perçus durant l'exercice

Thierry Jean perçoit une rémunération fixe et variable en vertu de son mandat social au sein de Cerep SA. Sa rémunération ne comprend pas de jetons de présence, à l'attribution desquels il n'est pas éligible. La partie variable de la rémunération du Président-directeur général est fixée est déterminée pour partie en fonction de la performance globale du Groupe et pour partie en fonction d'objectifs individuels devant concourir à la performance long terme du Groupe.

Les administrateurs n'ont perçu que des jetons de présence au cours des exercices considérés dans le tableau ci-dessus.

Fixation du montant global de jetons de présence à verser

Le montant des jetons de présence fixé par l'assemblée générale ordinaire du 20 juin 2008 sera maintenu pour les exercices à venir, et ce jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale des actionnaires.

4. Obligations de conservation liées aux attributions de stock options ou d'actions gratuites aux mandataires

Depuis le 31 décembre 2006, les mandataires sociaux n'ont bénéficié d'aucune attribution d'options de souscription d'actions et/ou d'actions gratuites.

Les commissaires aux comptes

Aucun mandat de commissaires aux comptes n'arrive à expiration avec la présente assemblée. Les commissaires aux comptes de la Société sont :

Commissaires aux comptes titulaires	Date de début du premier mandat	Durée et date d'expiration des mandats
Groupe Y Audit Département de Groupe Y SA Technopole Venise verte Avenue Salvador Allende 79024 Niort cedex 9 représenté par Jean-Marc Mendès	AGO du 20 décembre 1989	Nommé le 20 décembre 1989, renouvelé lors de l'AGO du 20 juin 2008, jusqu'à la tenue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.
Ernst & Young et Autres 41 rue Ybry 92576 Neuilly-sur-Seine cedex représenté par Serge Guérémy	AGO du 7 novembre 1997	Nommé le 7 novembre 1997, renouvelé lors de l'AGM du 19 juin 2009, jusqu'à la tenue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.
Commissaires aux comptes titulaires	Date de début du premier mandat	Durée et date d'expiration des mandats
Monsieur Thierry Drouin Technopole Venise Verte Rue Euclide Boite Postale 8421 79404 Niort cedex	AGO du 20 juin 2008	Nommé le 20 juin 2008 pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013, en remplacement de Monsieur Martin Schnapper dont le mandat venait à expiration.
Auditex Quai de Bacalan Hangar 16 – Entrée 1 33070 Bordeaux Cedex	AGO du 21 juin 2006	Nommé le 21 juin 2006, renouvelé lors de l'AGM du 19 juin 2009, jusqu'à la tenue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Salariés

A la clôture de l'exercice les salariés de la Société ne détiennent aucune participation au capital social telle que définie à l'article L. 225-102 du code de commerce.

Conventions réglementées

Nous vous demandons d'approuver les conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce régulièrement autorisées par le conseil d'administration.

Vos commissaires aux comptes vous les présentent et vous donnent à leur sujet toutes les informations requises dans leur rapport spécial qui vous sera lu dans quelques instants.

Mise en harmonie des statuts avec les dispositions légales applicables aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur Alternext

Nous vous demandons de procéder à des modifications statutaires en raison du transfert de marché de cotation des titres de la société d'Euronext Paris sur Alternext qui est intervenu le 19 mars 2010.

En effet, certaines dispositions prévues dans les statuts étaient applicables uniquement aux sociétés cotées sur Euronext.

Il convient donc de mettre en harmonie les statuts de la Société avec les dispositions légales applicables aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur Alternext et en conséquence :

- de modifier l'article 7 des statuts relatif aux avantages particuliers et aux actions de préférence en ajoutant un alinéa 3 indiquant que "les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social" alors que cette quotité est du quart sur Euronext.
- de supprimer l'alinéa 2 du paragraphe 12- 4 des statuts relatif au conseil d'administration prévoyant l'autorisation par le conseil des conventions et des engagements pris au bénéfice du président, du directeur général ou des directeurs généraux délégués correspondant à des éléments de rémunérations, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de leurs fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Conclusion

Nous vous demanderons de donner quitus entier et définitif à votre conseil d'administration de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, ainsi qu'aux commissaires aux comptes pour l'accomplissement de leur mission qu'ils vous relatent dans leur rapport général.

Votre Conseil vous invite à approuver par votre vote, le texte des résolutions qu'il vous propose.

Le conseil d'administration

ANNEXES

ANNEXE 1

Tableau récapitulatif des délégations en matière d'augmentation de capital en cours de validité

	Date de l'AGE	Date d'expiration de la délégation	Montant autorisé	Utilisations au cours des exercices précédents	Utilisations au cours de l'exercice clos le 31.12.09 et jusqu'au 26.03.10	Montant résiduel au 26.03.10
Autorisation d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes	19.06.09	18. 08.11	1 000 000€	néant	néant	1 000 000€
Autorisation d'augmenter le capital en rémunération d'un apport de titres ou de valeurs mobilières	19.06.09	19.03.10 ¹	10 % du capital social	néant	néant	
Autorisation d'émettre des options de souscription d'actions	20.06.08	19. 08.11	3 % du capital social	néant	néant	3 % du capital social

¹ Cette délégation donnée au conseil en vue d'augmenter la capital social en rémunération d'apports en nature de titres ou de valeurs mobilières a pris fin le 19 mars 2010 suite au transfert des titres de la Société d'Euronext vers Alternext à cette date.

ANNEXE 2

Tableau de synthèse des opérations sur titres des mandataires sociaux, des hauts responsables et de leurs proches réalisées au cours du dernier exercice

Nom et prénom	Dufour Sandrine
Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Administrateur
Opérations réalisées par personne liée à la personne ci-dessus	Néant
Description de l'instrument financier	Action
Cessions d'instruments financiers :	Néant
- Prix moyen pondéré	-
- Montant total des cessions	-
Acquisitions d'instruments financiers :	
- Prix moyen pondéré	1,72 €
- Montant total des acquisitions	1,72 €

ANNEXE 3

Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices

Voir page suivante.

	2005	2006	2007	2007	2008	2009
au 31 décembre	IFRS	IFRS	IFRS publié	IFRS comparatif retraité en 2008 ¹	IFRS	IFRS
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE						
Capital social (K€)	3 753	3 768	3 784	3 784	3 784	3 784
Nombre d'actions ordinaires existantes	12 509 625	12 559 675	12 611 875	12 611 875	12 611 875	12 611 875
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Nombre moyen pondéré d'actions	12 373 581	12 541 258	12 609 700	12 609 700	12 611 875	12 611 875
Nombre maximal d'actions futures à créer :						
. par conversion d'obligations	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
. par exercice de droits de souscription	1 174 040	1 062 416	915 550	915 550	518 500	500 000
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles dilutives :						
. actions nouvelles potentielles dilutives par exercice d'options de souscription	170 929	52 608	-	-	-	-
. nombre moyen pondéré d'actions potentielles dilutives retenu dans le calcul du résultat dilué par actions	12 373 581	12 541 258	12 609 700	12 609 700	12 611 875	12 611 875
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE SUR LES ACTIVITÉS POURSUIVIES (K€)						
Chiffre d'affaires hors taxes	52 887	30 906	31 400	31 400	30 799	26 299
Résultat opérationnel courant	-4 175	2 828	3 039	3 302	1 950	-1 712
Résultat opérationnel	-5 908	2 636	3 039	3 302	1 950	-1 712
Résultat opérationnel avant impôt et charges calculées (amortissements ; dépréciations et provisions)	-1 172	4 718	5 743	6 006	4 282	211
Impôt sur les bénéfices (nombre négatif indique un produit d'impôt)	274	-20	341	581	342	-515
Résultat après impôt et charges calculées (amortissements ; dépréciations et provisions)	-6 692	2 266	2 665	2 665	1 918	-1 403
Résultat des activités abandonnées et des activités destinées à la vente	-	-19 202	6 497	6 497	-4 063	-766
Résultat net consolidé	-6 692	-16 936	9 162	9 162	-2 145	-2 169
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (€)						
Résultat opérationnel courant	-0,34	0,23	0,24	0,26	0,15	-0,14
Résultat opérationnel	-0,48	0,21	0,24	0,26	0,15	-0,14
Résultat après impôt, mais avant charges calculées (amortissements ; dépréciations et provisions)	-0,12	0,38	0,43	0,43	0,31	0,06
Résultat après impôt et charges calculées (amortissements ; dépréciations et provisions)	-0,54	0,18	0,21	0,21	0,15	-0,11
Résultat sur les activités abandonnées		-1,53	0,52	0,52	-0,32	-0,06
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (€)						
Résultat opérationnel courant	-0,34	0,23	0,24	0,26	0,15	-0,14
Résultat opérationnel	-0,48	0,21	0,24	0,26	0,15	-0,14
Résultat après impôt, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	-0,12	0,38	0,43	0,43	0,31	0,06
Résultat après impôt et charges calculées (amortissements ; dépréciations et provisions)	-0,54	0,18	0,21	0,21	0,15	-0,11
Résultat sur les activités abandonnées		-1,53	0,52	0,52	-0,32	-0,06
PERSONNEL						
Effectif moyen de l'exercice	518	285	315	315	290	278
Montant de la masse salariale (K€)	22 184	9 906	9 906	9 906	10 564	10 067
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (K€)	7 899	4 187	4 116	4 116	4 432	4 267

¹ Suite au changement de méthode de présentation du crédit d'impôt recherche en 2008, les éléments publiés de 2007 ont été retraités en conséquence pour faciliter la comparaison.

